

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANT

L'ÉTABLISSEMENT D'UNE GARDERIE SUR LA COLLINE PARLEMENTAIRE POUR SOULIGNER CET ÉVÈNEMENT

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. C'est aujourd'hui qu'a lieu la Journée internationale de l'enfant. Comme marque de l'intérêt que porte le gouvernement envers les enfants et du fait qu'il reconnaît l'urgente nécessité d'établir dans tout le pays des garderies d'un accès facile et à tarifs modérés pour tous les secteurs de la population, le ministre est-il prêt à créer une garderie modèle accueillant les enfants sept jours sur sept sur la colline parlementaire?

Des voix: Bravo!

L'hon. David Crombie (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Je remercie le député de sa question et surtout du préambule concernant l'Année internationale de l'enfant.

Quant à sa demande particulière concernant une garderie de jour, je me ferai un plaisir d'y réfléchir et de lui donner une réponse ultérieurement.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

ON DEMANDE QUE L'UNIVERSALITÉ DES ALLOCATIONS FAMILIALES DE MEURE

L'hon. Monique Bégin (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

A la suite de l'excellente proposition de ma collègue de l'autre parti pour la célébration de cette fameuse journée de l'enfant, est-ce que nous pouvons demander au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social s'il est en faveur d'allocations familiales universelles pour tous les petits Canadiens?

[Traduction]

L'hon. David Crombie (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, les allocations familiales universelles rendent bien service dans notre pays depuis longtemps. Lorsqu'il occupait mon portefeuille le député a évalué un certain nombre de modèles et d'options concernant son utilisation et il a alors institué le crédit d'impôt pour enfant, décision que j'ai vivement approuvée. Il comprendra donc sans peine que j'ai agi de la même façon à l'égard du crédit d'impôt pour enfant car j'ai estimé qu'il avait pris là une bonne décision.

Questions orales

[Français]

LOTO CANADA

ON DEMANDE SI LES CONCESSIONNAIRES INTENTERONT UNE POURSUITE POUR BRIS DE CONTRAT

M. Irénée Pelletier (Sherbrooke): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre responsable des sports.

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il est vrai que les concessionnaires de Loto Canada viennent d'intenter une poursuite judiciaire de 10 millions de dollars contre Loto Canada, parce que le nouveau gouvernement a décidé de démanteler cet organisme et n'a pas respecté les contrats signés entre le gouvernement et les concessionnaires?

[Traduction]

L'hon. Steven E. Paproski (ministre d'État chargé de la Santé et du Sport amateur et du Multiculturalisme): Monsieur l'Orateur, d'après ce que je crois comprendre en ce qui concerne mon ministère, aucun grossiste n'a intenté de poursuites.

[Français]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT RENDRA LES PROVINCES SOLIDAIRES DU PAIEMENT POSSIBLE D'INDEMNITÉS

M. Irénée Pelletier (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Puisque le ministre a remis Loto Canada aux provinces, pourrait-il dire s'il est vrai qu'il suivra la mode du nouveau gouvernement et invitera les provinces à participer au paiement de cette somme qui sera répartie équitablement entre les provinces?

[Traduction]

L'hon. Steven E. Paproski (ministre d'État chargé de la Santé et du Sport amateur et du Multiculturalisme): Oui, monsieur l'Orateur.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'AIDE FINANCIÈRE À LA MISE EN VALEUR D'UNE MINE AU CAP-BRETON

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. L'administration précédente avait promis 10 millions de dollars pour la mise en valeur de la mine Prince. Or, la Société de développement du Cap-Breton n'a à ce jour rien reçu de cette somme. En fait, elle a même dû déboursier \$4,700,000 de ses propres fonds pour l'exécution des travaux. Quand le Conseil du Trésor versera-t-il l'argent promis à la société de développement du Cap-Breton?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre de l'Expansion économique régionale): Permettez-moi, monsieur l'Orateur, de répondre à la question du député qui, soit dit en passant, est excellente et très à-propos. La réponse est simple: le Conseil du Trésor et le cabinet étudiant actuellement la question et ils y donneront suite en temps et lieu, ce qui ne devrait pas tarder.